



Le 17 mars 2025

UN DRAME ÉVITÉ DE JUSTESSE

Ce samedi 15 mars 2025, la maison d'arrêt d'Amiens a été le théâtre d'une violente rixe au sein du bâtiment B. Vers 16h30, alors que les détenus se trouvaient en promenade, une vingtaine d'entre eux, armés de couteaux artisanaux et d'autres objets coupants, se sont affrontés.

Le bilan est lourd : quatre blessés, dont un en état grave. Deux détenus ont été soignés sur place, tandis que le premier blessé grave a nécessité une extraction médicale immédiate et une opération en urgence pour une éventration, nécessitant **plus de 40 points de suture**. Il est toujours hospitalisé. Le second, extrait durant le service de nuit sous escorte à trois, présentait de multiples blessures et une épaule déboîtée. Considéré comme le principal protagoniste, il a été placé en garde à vue après son passage à l'hôpital.

Les premiers soins ont été prodigués par les agents pénitentiaires, plusieurs d'entre eux ayant dû être placés en protocole AES. Les constatations ont été réalisées par la police et la police technique et scientifique durant le service de nuit. **Un nombre impressionnant d'armes artisanales a été saisi : lames de rasoir fixées sur des manches de brosse à dents, couteaux de fortune...** Les lieux portaient encore les stigmates de la violence, avec du sang retrouvé en quantité dans la promenade et les couloirs de détention.

FO Justice dénonce une situation de plus en plus insécuritaire à la maison d'arrêt d'Amiens, **exacerbée par une surpopulation avoisinant les 200 %**. Les transferts de détenus particulièrement signalés (MOS) vers l'établissement se poursuivent sans qu'il n'y ait de départs en contrepartie, même pour ceux impliqués dans des actes de violence envers le personnel.

FO Justice alerte également sur le manque de moyens humains et matériels criant. Depuis plusieurs années, le service de nuit fonctionne **avec seulement sept agents au lieu de huit**. Les équipements de communication sont largement défectueux, **avec 30 % des ICOM en réparation et 30 % hors service faute de batteries**, malgré les démarches effectuées par la direction locale, qui se heurtent à un refus de la direction interrégionale. De plus, la mise en place des équipes ELSP s'est faite à effectif constant, aggravant encore la charge de travail.

Face à cette situation intenable, **FO Justice** exige **le transfert immédiat de l'ensemble des protagonistes de cette rixe** et réaffirme **la nécessité d'un renforcement des effectifs et des moyens matériels** pour garantir la sécurité des agents et de l'établissement.

FO Justice tient à souligner le professionnalisme et le sang-froid des personnels de la maison d'arrêt d'Amiens, qui ont su gérer cette crise avec efficacité malgré des conditions de travail toujours plus difficiles.

